

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-051

DU 28 JANVIER 2022

AUTORISATION DE LA PRÉSIDENTE À SIGNER DES CONVENTIONS AVEC LE CENTRE INTERDÉPARTEMENTAL DE GESTION (CIG) - SECTEUR RH

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n°85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux centres de gestion institués par la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;

VU le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

VU le décret n°87-602 du 30 juillet 1987 modifié pris pour l'application de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif à l'organisation des comités médicaux, aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux ;

VU le décret n° 2019-172 du 5 mars 2019 instituant une période de préparation au reclassement au profit des fonctionnaires territoriaux reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions ;

VU l'arrêté du 4 août 2004 relatif aux commissions de réforme des agents de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière ;

VU la convention 2019_757001 du 3 décembre 2018 relative à l'exercice des missions figurant à l'article 23-IV de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, concernant la mise en place d'un appui technique indivisible à la gestion des ressources humaines ;

VU la délibération n° CP 2018-160 du 16 mars 2018 portant autorisation de la Présidente à signer des conventions du secteur RH, et notamment son article 1 ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2022 ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2022-051 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

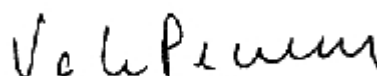
Décide d'approuver la convention pour une mission de conseil en organisation et ressources humaines au sein du conseil régional Île-de-France, présentée en annexe n°1 de la présente délibération. Chaque intervention du centre de gestion sur la base de la présente convention donnera lieu à une proposition d'intervention qui en fixera les modalités, dans le cadre des conditions financières précisées dans la convention.

Autorise la présidente du conseil régional à signer la convention.

Article 2 :

Décide d'approuver l'avenant à la convention relative aux secrétariats des comités médicaux et des commissions de réforme avec le CIG de la grande couronne d'Île-de-France, adopté par la délibération CP 2018-160 du 16 mars 2018, joint en annexe n°2 de la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

Acte rendu exécutoire le 28 janvier 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 28 janvier 2022 (référence technique : 075-237500079-20220128-lmc1134116-DE-1-1) et affichage ou notification le 28 janvier 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Convention CIG préparation au plan de reclassement

Convention relative à la mise à disposition d'un agent du centre de gestion pour une mission de conseil en organisation et ressources humaines au sein du Région Ile-de-France (93)

Entre les soussignés :

Entre le Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne de la Région d'Île-de-France, dont le siège est situé 15, rue Boileau – 78000 Versailles, représenté par son Président, Daniel LEVEL, en application de l'article 28 du décret n° 85-643 du 26 juin 1985

d'une part,

Et le Région Ile-de-France, ci-dessous appelée la Collectivité, représentée par sa Présidente, Valérie PECRESSE habilitée à signer la présente convention en vertu de l'autorisation donnée par le conseil d'administration par délibération du,

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 :

Sur la demande de la Collectivité, le Centre Interdépartemental de Gestion intervient dans les conditions définies par la présente convention, conformément aux dispositions de l'article 25 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée.

Article 2 :

L'intervention du Centre Interdépartemental de Gestion portera au choix de la Collectivité sur tout ou partie des missions suivantes :

- Appui - conseil en organisation
 - Réflexion sur l'organisation interne
 - Développement de nouvelles missions
 - Amélioration du climat social et de la motivation du personnel
 - Optimisation du fonctionnement inter – services
- Aide à la conduite de projets
 - Aménagement du temps de travail
 - Démarche qualité
- Création d'outils de gestion des Ressources Humaines
 - Analyse de l'activité et des métiers
 - Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences
 - Analyse de la communication interne
- Aide au recrutement
 - Description du poste à pourvoir
 - Définition du profil correspondant

- Rédaction de l'annonce
- Examen des candidatures
- Participation aux entretiens de recrutement

- Réalisation de bilans professionnels

Chaque intervention du CIG sur la base de la présente convention pourra donner lieu à une proposition d'intervention qui y sera annexée. Cette proposition précisera les conditions d'exécution de la mission.

Article 3 :

Sur demande de la Collectivité, le Centre Interdépartemental de Gestion pourra assurer, de manière exceptionnelle, diverses prestations annexes et notamment l'information du personnel dans le domaine de l'organisation et des ressources humaines.

Article 4 :

L'intervention du Centre Interdépartemental de Gestion sera concrétisée par la remise à la Collectivité de documents écrits correspondant à chacune des étapes importantes, la Collectivité s'engageant pour sa part à fournir au Centre Interdépartemental de Gestion toute information qu'il jugera utile pour l'accomplissement de la mission.

Article 5 :

La présente convention est convenue pour une durée de trois ans. A cette échéance, une nouvelle convention est passée entre les parties si celles-ci désirent poursuivre le partenariat.

Elle prend effet à compter de sa date de signature.

Article 6 :

La Collectivité participera aux frais d'intervention du Centre Interdépartemental de Gestion à concurrence du nombre d'heures de travail effectivement accomplies et selon un tarif forfaitaire fixé chaque année par délibération du Conseil d'Administration du Centre Interdépartemental de Gestion soit, pour 2021 :

- Collectivités et établissements publics non affiliés soit 98.00 euros par heure de travail

Le recouvrement des frais de la mission sera assuré par le Centre Interdépartemental de Gestion selon l'état d'avancement de la prestation.

En application de la réglementation liée à la dématérialisation des factures du secteur public, la facturation liée à la présente convention sera déposée sur le portail "Chorus Pro" où elle sera accessible à la collectivité. **Les informations ci-après doivent nous être indiquées dès la signature de la convention :**

- **numéro de SIRET :**
- **code service :**
- **numéro d'engagement juridique (annuel de préférence) :**

Le règlement interviendra par mandat administratif dont le montant sera versé à :

le Payeur Départemental des Yvelines
Paierie départementale des Yvelines
2 bis, rue Montbauron
78000 VERSAILLES

BDF Versailles
30001 * 00866 * C7850000000 * 67
Code IBAN : FR70 3000 1008 66C7 8500 0000 067
BDFEFRPPCCT



Article 7 :

Le Centre Interdépartemental de Gestion n'assurant qu'une mission d'aide et de conseil, se dégage de toute responsabilité concernant les décisions retenues par la Collectivité et de leurs suites.

Article 8 :

En cas de litige survenant entre les parties, à l'occasion de l'exécution de la présente convention, compétence sera donnée au tribunal administratif de Versailles.

Fait en deux exemplaires

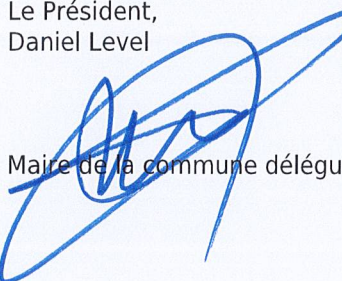
à Versailles, le 28 septembre 2021

Pour le Centre de Gestion

Pour la Collectivité

Le Président,
Daniel Level



 Maire de la commune déléguée de Fourqueux

Annexe 2 : Avenant à la convention CIG



AVENANT N° 1

**PORTANT PROLONGATION DE LA CONVENTION RELATIVE A L'EXERCICE DES MISSIONS
FIGURANT A L'ARTICLE 23-IV DE LA LOI n° 84-53 DU 26 janvier 1984 modifiée,
CONCERNANT LA MISE EN PLACE D'UN APPUI TECHNIQUE INDIVISIBLE
A LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

ENTRE :

Le **Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne** de la Région Ile-de-France,
15 rue Boileau à VERSAILLES (Yvelines), représenté par son Président, Daniel LEVEL, habilité
par délibération du Conseil d'Administration du 14 octobre 2021,

D'une part,

ET :

La Région Ile de France
Représentée par son autorité territoriale

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Préambule

Conformément aux dispositions de l'Ordonnance n°2020-1447 du 25 novembre 2020 portant
diverses mesures en matière de santé et de famille dans la fonction publique, le comité médical et
la commission de réforme seront remplacés, en 2022, par une instance médicale unique le
« **Conseil médical** ».

Dans l'attente de la publication du décret d'application et la mise en place de la nouvelle instance,
il convient de prolonger les conventions actuellement en vigueur afin de maintenir l'instruction des
dossiers.

Article 2 : Durée et Taux

Les clauses de la convention en cours demeurent applicables jusqu'à l'installation de la nouvelle
instance médicale « conseil médical » au sein du CIG de la Grande Couronne et, au plus tard,
jusqu'au 31 décembre 2022. De même, les taux de la contribution fixée en application de la
délibération n° 2017-41 du 16 octobre 2017 restent inchangés.

Article 3 : Date d'Effet

Le présent avenant prend effet le **1^{er} janvier 2022**.

Article 4 : Contentieux

En cas de litige survenant entre les parties à l'occasion de l'exécution du présent avenant, compétence sera donnée au tribunal administratif de Versailles.

Fait en deux exemplaires originaux,
A Versailles, le 9 novembre 2021

Pour le Centre de Gestion
Le Président,

Pour la Région Ile de France
La Présidente,



Daniel LEVEL
Maire de la commune déléguée de Fourqueux